

La Lettre économique d'Egypte

Direction Générale du Trésor © - N° 115 – Décembre 2020

EDITORIAL

N° 115
Décembre 2020

Annus horribilis... Il sera pour une fois plutôt simple de caractériser l'année qui vient de s'écouler. Dans un environnement sanitaire, économique et commercial particulièrement contraint, l'Egypte a malgré tout réussi à enregistrer des résultats remarquables sur le plan macroéconomique : croissance légèrement positive fin 2020, et proche de 3% pour l'année fiscale 2020/2021, inflation globalement maîtrisée... C'est d'ailleurs cette bonne gestion de la crise par les autorités égyptiennes que le Conseil d'Administration du FMI a souligné en décembre dernier en approuvant un second versement de 1,16 Md de DTS (1,67 Md USD) prévu dans l'Accord de confirmation signé avec le Fonds. Il fait suite à une 1^{ère} revue du FMI qui a acté la résilience de l'économie égyptienne grâce notamment à un contexte assaini par le précédent programme (*Extended Fund Facility* 2016-2019). Tous les critères de performance quantitatifs et les repères structurels fixés à fin septembre 2020 ont ainsi été respectés. L'avenir à court terme reste cependant relativement incertain ; le FMI relève une nouvelle fois de fait des vulnérabilités liées notamment au niveau élevé d'endettement du pays et de ses besoins de financement, de même que son exposition aux aléas externes qui nécessitent plus que jamais de poursuivre les réformes économiques structurelles. L'actuelle seconde vague de la Covid génère parallèlement des incertitudes sur le rythme réel de la reprise, en Egypte ou dans le monde.

C'est dans ce contexte difficile que nous nous devons de tirer le meilleur parti des opportunités qui se présentent en Egypte. Vous pouvez pour ce faire compter sur le pôle économique, commercial et financier de l'Ambassade, avec le Service Economique, Business France et l'Agence Française de Développement. Tous ensemble, avec nos partenaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Egypte, et plus que jamais, la coordination, la subsidiarité et l'échange d'informations seront privilégiés dans nos méthodes de travail pour encore mieux aider et accompagner nos entreprises sur ce marché exigeant. C'est en ce sens que nous les avons invités à prendre le « clavier » aujourd'hui. Notre dispositif de soutien ne saurait être complet sans faire mention de l'apport indispensable et de qualité de nos Conseillers du Commerce Extérieur tout comme des membres du Conseil Franco Egyptien des Affaires. Nous voilà donc parés à relever les défis d'une nouvelle année qui reste incertaine mais qui comporte des motifs d'espoir, à commencer par « le » vaccin qui devrait donner plus de lisibilité à l'économie mondiale à partir du milieu de l'année.

Je terminerai avec une mention spéciale pour M. Hassan Behnam qui tire sa révérence au poste de Directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie française en Egypte. Et même si je n'aurai pas personnellement eu la chance de le connaître, je sais tout le rôle qu'il a pu jouer, tout au long de sa longue carrière au service des entreprises françaises, dans le renforcement de nos relations économiques et commerciales avec l'Egypte et toute la région. Nous ne pouvons collectivement que le remercier chaleureusement pour son courage, sa détermination, son professionnalisme et son amitié. Nous lui souhaitons le meilleur pour la suite. J'aurai plaisir à travailler avec la nouvelle équipe de la CCIFE à qui je renouvelle tout mon soutien et mes vœux de succès. J'en profite pour vous souhaiter, à vous et à vos proches, une très bonne année 2021. Qu'elle soit à la hauteur de vos espérances.

Michel OLDENBURG

Chef du Service économique

michel.oldenburg@dgtresor.gouv.fr

SOMMAIRE

Page 2	L'Agence Française de Développement au Caire
Page 3	Business France Egypte : 2020, l'année des transitions vers une année 2021 pleine de promesses
Page 5	Chambre de Commerce et d'Industrie française en Egypte : Une année fructueuse en dépit du Covid-19
Page 7	Brèves et indicateurs économiques

RELATION BILATERALE

L'Agence Française de Développement au Caire



Une action depuis 2006 axée sur la contribution à l'intégration des objectifs de développement durable à la planification économique du pays

Les appuis de l'AFD ont pour objectifs de i) développer les **investissements structurants en alignement avec les principes et les objectifs de l'accord de Paris sur le climat**, ii) renforcer les bases de la **cohésion sociale et appuyer la création d'emploi** en particulier des jeunes et des femmes (protection sociale, santé, lutte contre les inégalités de genre), et (iii) promouvoir les approches et instruments de la finance durable en soutien du développement du **secteur privé**. L'agence AFD du Caire accompagne par ailleurs la **promotion et la valorisation du commerce intra- et extra-africain à l'insigne des objectifs de développement durable, grâce à des financements à la banque régionale Afreximbank** basée au Caire.

Dans ce pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'AFD intervient depuis 2006, principalement sous forme de i) **prêts souverains (à l'Etat) bonifiés**, parfois accompagnés de subventions pour financer des études, de l'assistance technique, de la fourniture d'expertise, ii) **financements non-souverains** (en appui du secteur bancaire *via* des lignes de crédit portant sur la finance climat et finance durable), iii) **fonds délégués de l'Union Européenne** (mobilisés sous forme de subvention) et iv) **subventions** principalement en faveur de l'inclusion sociale et de genre ainsi que de l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes et en soutien aux initiatives de la société civile/ONG. Les opérations sont réparties sur les infrastructures et le développement urbain, le secteur productif, l'eau et l'environnement, la santé et la production sociale.

La filiale PROPARCO pour le développement du secteur privé, intervient en Egypte tant en opérations de haut de bilan qu'en financements à moyen et long termes libellés en devises autour de

¹ Chiffres du plan d'activité de l'AFD en Egypte pour 2020 sont actuellement en cours de consolidation et indisponibles à ce stade.

trois axes : (i) secteur bancaire et financier ; (ii) développement des infrastructures ; et (iii) soutien aux startups et entreprises des secteurs manufacturiers, agro-industrie, numérique.

Fin 2019, les autorisations cumulées du Groupe AFD en Egypte ont atteint 2,6 Mds EUR¹. Les opérations sont réparties sur les infrastructures et le développement urbain, le secteur productif, l'eau et l'environnement, la santé et la protection sociale.

Une valeur ajoutée reconnue du groupe AFD dans quelques secteurs motivant l'instruction de nouvelles opérations

Le protocole d'accord pour le développement du partenariat stratégique signé en janvier 2019 entre l'AFD et le Gouvernement égyptien représenté par le MoIC détaille les priorités et les axes d'intervention de l'AFD en Egypte. En cohérence avec les engagements présidentiels, ce partenariat prévoit la mobilisation par l'AFD **d'un milliard d'euros sur la période 2019-2023**.

Conformément aux priorités identifiées dans la nouvelle stratégie pays, le développement de grandes infrastructures de réseaux (de transport, d'énergie, d'eau/assainissement) **est au cœur du portefeuille** de l'agence du Caire. En œuvrant pour la **cohésion sociale et le développement du capital humain**, l'AFD contribue à la priorité accordée par les autorités égyptiennes, notamment en matière de consolidation du système de protection sociale (par le biais du déploiement renforcé de l'assurance maladie universelle), d'éducation (développement de la francophonie) et de l'éducation supérieure. Enfin, **l'activité de promotion des outils et approches de la « finance climat » et de la « finance durable » a été renforcée et sera poursuivie à l'avenir.**



Dr. Fabio GRAZI
Directeur
afdlecaire@afd.fr

Pour en savoir plus :

<https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/egypte>

RELATION BILATERALE

Business France Egypte : 2020, l’année des transitions vers une année 2021 pleine de promesses

2020 a commencé par offrir six premières semaines de promesses d’une année à haute densité commerciale bilatérale

Il y a un an, 2020 s’annonçait pour Business France comme une année particulièrement riche en projets visant à renforcer la relation commerciale franco-égyptienne et à hisser l’Egypte parmi les pays prioritaires pour nos entreprises, en Afrique et au Moyen-Orient. Succédant à une année 2019 particulièrement active, avec 185 entreprises françaises accompagnées par Business France sur le marché égyptien, 2020 ne pouvait, il y a un an, que confirmer la tendance résolument haussière de l’intérêt porté par nos entreprises à un marché dont le FMI annonçait que son PIB allait encore progresser de près de 6%.



Le Forum Franco-Egyptien des Affaires et de l’Innovation, devait se tenir au Caire les 30 et 31 mars, puis les 16 et 17 juin... organisé en partenariat par Business France et le media Al Ahram, il devait réunir, sous le haut-patronage du Premier Ministre de la République Arabe d’Egypte, outre 5 à 6 ministres du gouvernement égyptien, une cinquantaine d’entreprises françaises, une centaine d’égyptiennes, prendre d’une part la forme d’une instance de dialogue à caractère économique et commercial et d’autre part celle d’un espace de rencontres BtoB pour chacune des entreprises participantes. Le Forum,



contraintes sanitaires obligent, n’aura finalement pas lieu...

2020 avait pourtant démarré comme il était attendu qu’elle démarrât : tambour battant !

Le 10 février, un atelier de travail, d’échanges et de rencontres, conçu pour contribuer au rebond des exportations et investissements français en Egypte avait réuni plus de 150 participants, dont 90 représentants d’entreprises françaises au siège de Business France à Paris. Organisé en partenariat avec ELSEWEDY Electric, 2^{ème} groupe privé égyptien, inauguré par Stéphane ROMATET, Ambassadeur de France en Egypte et Christophe LECOURTIER, Directeur Général de Business France, l’atelier s’était attaché à montrer les réalités économiques de l’Egypte et avait séduit l’auditoire : 90 représentants d’entreprises françaises réunis à Paris une matinée durant pour mieux comprendre un marché, c’était déjà la promesse, le 10 février, que 2020 serait une année d’incessantes missions commerciales françaises en Egypte et celle de nombreux nouveaux succès. Dès le lendemain au Caire, Business France accueillait jusqu’au 13 février sur le Pavillon France du salon EGYPS consacré aux hydrocarbures, 10 entreprises venues découvrir l’Egypte gazière.

Le lendemain, 14 février, le premier cas de Covid-19 apparaissait en Egypte.

Passé le temps de l’adaptation à une situation sanitaire inédite, Business France met en place une série d’initiatives issues du Plan de Soutien Export, mis en place par le Gouvernement dès le 1^{er} avril

Il s’agissait dès lors pour Business France Egypte, alors que le pays fermait son espace aérien dès le 19 mars, de conserver et d’entretenir un lien étroit avec les entreprises françaises dotées d’un haut potentiel commercial sur ce marché : en liaison avec le réseau France de la Team France Export, une cinquantaine

d'entreprises ont bénéficié de Points-Conseils Égypte (entretiens approfondis de 60 à 90 minutes avec un expert du bureau Business France du Caire : diagnostic-marché, définition d'une stratégie).

Il s'agissait aussi d'informer en temps réel les entreprises françaises de l'évolution de la situation sanitaire, de la situation économique, des conditions d'accès au marché, de la politique menée par le gouvernement face à la pandémie, etc. : l'initiative Info Live Marchés est créée le 30 avril ; l'onglet « Égypte » est alimenté, aujourd'hui encore, au fil de l'eau en fonction de la pertinence de l'actualité.

Compte tenu des restrictions faites aux déplacements physiques, l'activité événementielle a dû se transformer : les webinaires ont envahi les agendas. Celui que Business France a organisé, le 9 juillet, consacré à l'Égypte, à sa situation sanitaire, économique, à son climat des affaires et perspectives de sortie de crise, inauguré par l'Ambassadeur de France et le Directeur Général de Business France, fut encore un succès : 160 entreprises y ont assisté, confirmant l'engouement pour le marché égyptien déjà constaté le 10 février.



La relance et le Plan de Relance Export : vers un retour progressif à la normale dès le 4^{ème} trimestre 2020 ? Quelles marges de manœuvre et ambitions en 2021 ?

Le 3 septembre, le Gouvernement annonçait la mise en place, les objectifs, calendrier et les différentes procédures du Plan de Relance Export, venu compléter le Plan de Soutien Export : il porte une série d'instruments conçus pour permettre aux entreprises françaises d'adosser leur relance économique à leur internationalisation.

Le 7 décembre, Business France accueillait la première mission commerciale française en Égypte depuis le salon EGYPS, 10 mois plus tôt, une mission multisectorielle de 3 jours, qui a permis à 10 entreprises d'entrevoir déjà de sérieuses perspectives de conclure de nouvelles affaires en Égypte. Cette dernière mission de l'année, la première en phase de relance, a en outre permis de se féliciter du constat que le dispositif de soutien à l'internationalisation des

entreprises françaises en Égypte est uni et en parfait ordre de marche : les 10 missionnaires ont ainsi été accueilli lors de la première matinée consacrée à l'introduction au marché égyptien, par une assemblée composée du conseiller économique, de plusieurs membres du comité CCEF Égypte et de plusieurs dirigeants de la CCIFE, outre l'équipe Business France Le Caire au complet. Au cours du 4^{ème} trimestre 2020 par ailleurs, Business France aura accueilli au Caire une trentaine de représentants d'entreprises françaises. Espérons que cette « ruée » vers le marché égyptien, l'un des moins contraignants de la région en termes de possibilités de déplacements physiques, se poursuive en 2021. A défaut, et/ou en complément, l'équipe Business France Égypte pourra poursuivre l'organisation de missions commerciales virtuelles, intégralement constituées d'entretiens BtoB via Internet.

La programmation de missions collectives en 2021 est pratiquement achevée, les événements concernés en cours de promotion ou sur le point de l'être. Les secteurs et thématiques prioritaires (par ordre chronologique des missions) ? Aéroports (février), villes nouvelles/ville durable (mars), hôtellerie/tourisme (mars), rencontres avec les bailleurs de fonds internationaux (juin), construction (juin), aquaculture (juin), fintech (octobre), santé (octobre).

Même si tant d'incertitudes subsistent encore quant à la forme que pourra prendre le rebond attendu de la relation commerciale bilatérale, l'équipe Business France Égypte vous souhaite une année 2021 pleine de succès réédités et vous attend au Caire !



Philippe GARCIA

Directeur

philippe.garcia@businessfrance.fr

Pour en savoir plus :

<https://www.businessfrance.fr/fiche-pays-egypte>

RELATION BILATERALE

Chambre de commerce et d'industrie française en Egypte : Une année fructueuse en dépit du Covid-19

La chambre de commerce et d'industrie française en Egypte, la CCIFE, a connu une année 2020 riche en événements et en adaptation à cause des défis imposés par le Covid-19 et le confinement. Toutefois, la CCIFE a pu relever ces défis avec un grand succès, à travers ses différents comités et grâce à ses membres, ses partenaires et avec le recours aux nouvelles technologies. La chambre a orchestré une gamme d'activités en 2020 parrainée par ces comités, ses membres et ses partenaires.



Dans le cadre des **services "appui aux entreprises"**, la CCIFE a accueilli en février, la mission de prospection CHO, destinée à la promotion d'un logiciel permettant au secteur public de gérer et d'évaluer le portefeuille immobilier. Une autre mission de la part de SEMMARIS, l'entreprise gestionnaire du marché de Rungis a été accueillie en novembre. Elle visait à effectuer une enquête technique en Egypte pour lancer un programme d'assistance technique au ministère de l'approvisionnement afin de développer des circuits de gros, de la logistique fraîche et des chaînes d'approvisionnement.

Le 8 et 9 juillet, la chambre a proposé un nouveau Service pour identifier et rencontrer les partenaires potentiels à distance. La 1ère E-mission a été organisée en vue de permettre aux exportateurs égyptiens de fruits et légumes de trouver des acheteurs français sans se déplacer, donnant ainsi un nouvel élan à la reprise des activités export-import en cette période de crise sanitaire.



Le Service économique, en lien avec le MEDEF, Business France et la CCIFE ont organisé un webinaire le 13 octobre, avec comme invités Dr. Hala El Said, ministre égyptienne de la planification et du développement économique, Ing. Yehia Zaki, président de la Zone Economique du Canal de Suez, et M. Ayman Soliman, PDG du Fonds souverain d'Egypte (TSFE). Inauguré par M. Stéphane ROMATET, Ambassadeur de France en Egypte, ce webinaire était modéré par M. Régis MONFRONT, directeur général délégué de CACIB et coprésident du Conseil Franco-Egyptien des Affaires et M. Said HANAFI, coprésident de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Egypte (CCIFE). Plus de 80 sociétés françaises y ont participé.



La banque publique d'investissement française, BPI France, a présenté aux membres de la CCIFE, en décembre, **les outils de financement pour le développement des entreprises à l'international**.

Les activités des comités sectoriels de la chambre ont varié en 2020 entre séminaires et séminaires.

Le 9 janvier, la CCIFE a organisé en coopération avec Clin Group une conférence MENA sur la Pharmacovigilance et les Affaires règlementaires.

Le 15 janvier, Dr. Salah Hafez, Président du comité Energie et Environnement, a animé le séminaire, Pôle Gaz à l'est de la Méditerranée et ses conséquences politiques. Le 2 février, c'était l'intelligence artificielle

conversationnelle par Dr. Ahmed KABOUDAN, Président DigiBrain4Inc. L'atelier « Dépôt électronique des impôts sur les sociétés par l'administration fiscale égyptienne » a eu lieu le 12 février tandis qu'en 18 novembre, la loi douanière et son règlement d'exécution, a été discutée par M. Kamal NEGM, chef de l'autorité douanière égyptienne. Le 22 novembre, c'est la facture électronique qui a été abordée, en coopération avec l'Autorité fiscale égyptienne.



Des **webinaires et des ateliers virtuels de formation** ont été organisés par les comités et les partenaires entre mai et septembre 2020, parmi lesquels:

- Le 13 mai : « Se remettre de la crise COVID-19 et la récession économique » par Dr. Mahmoud MOHIEDDINE, Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement du programme 2030 en Egypte.
- Le 20 mai : session « Covid-19 et l'économie : le cœur du problème », par Dr. Shérif DELAWAR, penseur et écrivain économique.
- Des cours de sensibilisation au système de gestion de la sécurité sanitaire des aliments ont eu lieu entre le 22 et le 24 juin.
- Le 25 juin : « Service client v/s expérience client » par M. Nader EL SHAFEI.
- Le 7 juillet : « Outils de financement alternatifs » par M. Khaled AHMED.
- Le 26 juillet : « Intelligence émotionnelle avec Dr. Edward GHABOUR ».
- Le 14 septembre, rencontre avec Dr. Ibrahim ASHMAWY, Vice-ministre égyptien de l'approvisionnement et du commerce intérieur.
- Le 13 octobre : « Diriger dans l'incertitude » par M. Ricardo LILLO, PDG, DOOR international.

Des formations avec TRAIN Egypt ont été organisées couvrant les subventions à l'exportation, l'exportation vers l'Afrique, l'exportation vers l'Europe et les formalités et réglementations douanières. La CCIFE a également proposé, en collaboration avec IBDL Egypte un Jeu de Simulation Business.

Les **services d'adhésion Visas** ont déclaré que le nombre de Visas traités au 1^{er} trimestre de

l'année était de 206 demandes et que 56 nouvelles adhésions ont eu lieu en 2020. De plus, ils ont également organisé des webinaires portant sur le COVID-19 et ses défis, en mai, avec Dr. Inas ABDEL REHIM c'était la 1^{ère} séance concernant le dépistage du Coronavirus, et en juin, en collaboration avec la banque européenne pour la reconstruction et le développement, c'était un webinaire pour le soutien de la BERD pour les PME.

A **Alexandrie**, le bureau de la CCIFE a organisé plusieurs activités en 2020.

Le 30 juin 2020, c'était « La continuité des affaires durant le COVID 19, sauvegarder les certificats et les marques » en coopération avec Bureau Veritas.

31 août 2020: webinaire en coopération avec « Art d'Égypte ». En outre les 17 et 18 novembre, une formation a été organisée sur le thème « Business étiquette and VIP Protocol » en coopération avec Créative Business Solutions qui a eu lieu au bureau d'Alexandrie.



2020 a témoigné l'apparition de la **1^{ère} édition exclusivement électronique du magazine L'Antenne**. Le numéro 87, "Epidémie du COVID-19" est le 1^{er} numéro digital. Le numéro 88 a été consacré à la 4^{ème} révolution industrielle. La chambre a également lancé en mai 2020 une nouvelle publication mensuelle qui a débuté durant le confinement avec les nouvelles des membres et les sujets qui les intéressent.

Deux visites ont été organisées en novembre dans des usines de l'AOI, la première à l'usine de l'énergie renouvelable et la deuxième à l'usine de Helwan. Mais le 15 février, c'était un jour inédit pour les membres de la chambre qui ont visité le chantier du grand musée du Caire. L'inauguration du musée est prévue en 2021.

BREVES ET INDICATEURS ECONOMIQUES

Brèves

- **Prévisions :** Le ministre des Finances a estimé que le **taux de croissance du PIB** égyptien pourrait s'établir **entre 2,8% et 3,5% au terme de l'année fiscale en cours**, puis entre 2,8% et 4% en 2021/2022. Pour rappel, le FMI prévoit quant à lui 2,8% de croissance cette année et 5% en 2021/2022.
- **Croissance :** Selon la ministre du Développement économique et de la Planification, **le taux de croissance du PIB s'est établi à 0,7% au premier trimestre** de l'exercice 2020/2021, contre 5,6% au terme du premier trimestre 2019/2020.
- **Prévisions :** Selon la banque d'investissement Beltone Financial, **le taux de croissance du PIB pourrait être ramené de 3,6% en 2019/2020 à 3,5% en 2020/2021** ; le déficit budgétaire passerait de 7,9% à 8,1% du PIB le déficit courant augmenterait de 12,5% en valeur absolue à 12,6 Mds\$; l'inflation pourrait s'établir en moyenne à 4,8% au cours du premier semestre 2021 et la livre égyptienne à 15,78 LE/USD sur l'ensemble de l'année.
- **Chômage :** Selon le Ministère des Finances, **2,3 millions d'emplois auraient été détruits au cours du deuxième trimestre 2020**, dans les secteurs de la vente au détail (624 000), l'industrie manufacturière (569 000), l'hôtellerie-restauration (469 000), le transport et la logistique (309 000) et la construction (288 000). Pour rappel, le taux de chômage a été ramené de 9,6% à 7,3% au cours du troisième trimestre, le nombre de chômeurs ayant été réduit officiellement de 20% (à 2,1 millions de personnes) tandis que la population active augmentait de 6% (à 28,2 millions de personnes).
- **Pauvreté :** Les autorités ont communiqué les premiers résultats de l'enquête statistique bisannuelle sur les revenus, les dépenses et la consommation des ménages (HIECS dans son acronyme anglais) permettant de déterminer le **taux de pauvreté officiel : ce dernier aurait été ramené de 32,5% en 2017/2018 à 29,7% en 2019/2020**, enregistrant ainsi sa première baisse depuis vingt ans. Celui de l'extrême pauvreté, aurait été ramené de 6,2% à 4,5% dans le même temps. Dans l'intervalle, le seuil de pauvreté retenu par les autorités est passé de 736 LE (42 USD) à 857 LE (53 USD) par mois pour une personne seule, tandis que le revenu annuel moyen d'un ménage passerait de 58900 LE (3330 USD) à 69100 LE (4311 USD).
- **Inflation :** Calculée en glissement annuel, **l'inflation urbaine s'établissait à 5,7% fin novembre** contre 4,5% le mois dernier. Calculée en moyenne sur les onze premiers mois de l'année calendaire, elle a été ramenée 9,6% en 2019 à 5% en 2020.
- **Activité économique :** Le **Purchasing Managers' Index (PMI)**, qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'est établi à **50,9 au mois de novembre 2020**. L'indice indique une expansion de l'activité pour le troisième mois consécutif malgré un léger ralentissement par rapport au mois d'octobre (51,4). Si les ventes et les exportations sont de nouveau enregistrées en hausse, le niveau de confiance affiché par les producteurs atteint un niveau historiquement bas, tandis que l'emploi se réduit pour le treizième mois consécutif. En moyenne sur les onze premiers mois de l'année, il a été ramené de 49,2 en 2019 à 45,8 en 2020.
- **Production industrielle :** Selon l'agence nationale des statistiques CAPMAS, **l'indice de production manufacturière et extractive** (hors hydrocarbures) a été ramené de 117 points en octobre 2019 à 96 points en octobre 2020, soit une **baisse de 18%** en glissement annuel. Calculé en moyenne sur les dix premiers mois de l'année, il est ramené de 118 points en 2019 à 102 points en 2020, soit une baisse de 14% en g.a. (base 100 en 2012/2013).
- **Aide financière internationale :** Le conseil d'administration du **FMI** a validé la première revue du programme entrepris à l'issue de l'accord de confirmation (SBA) signé en juin 2020 et accompagné d'un premier versement de 2 Mds USD. Il permet de **débloquer le versement de la deuxième tranche du programme, soit 1,6 Mds USD** sur un montant total de 5,2 Mds USD.
- **Commerce extérieur :** Selon la ministre du Commerce et de l'Industrie, **le déficit commercial de l'Égypte a été ramené de 42,5 Mds USD à 35,3 Mds USD au cours des onze premiers mois de l'année 2020**, soit une baisse de 17%. Le montant des importations de biens a été ramené de 68,8 Mds USD à 58,1 Mds USD (-12%) et celui des exportations de 23,4 Mds USD à 22,8 Mds USD (-2%) dans le même temps.
- **Comptes extérieurs: Au terme de l'année fiscale 2019/2020, la balance des paiements égyptienne enregistre un déficit de 8,6 Mds\$** (contre -0,1 Mds\$ en 2018/2019). Le déficit courant se creuse légèrement de 10,9 Mds\$ à 11,2 Mds\$ (tout en étant rapporté de

3,6% à 3,1% du PIB) tandis que l'excédent du compte de capital et financier est divisé par deux, de 10,9 Mds\$ à 5,4 Mds\$. Le déficit commercial égyptien a été ramené de 38 Mds\$ à 36,5 Mds\$ (de 12,6% à 10,1% du PIB), du fait d'une diminution des importations de biens (-6% à 62,8 Mds\$) plus importante que celle des exportations (-7% à 26,4 Mds\$). A noter : les exportations d'hydrocarbures (bruts et dérivés) ont baissé de 26% en valeur (à 8,5 Mds\$) alors que les exportations de biens hors-hydrocarbures sont en hausse de 6% sur la période (à 17,9 Mds\$). L'excédent de la balance des services est ramené de 13 Mds\$ à 9 Mds\$ (baisse des recettes touristiques de 22% à 9,9 Mds\$ et hausse marginale des revenus du Canal de Suez de 1% à 5,8 Mds\$) et les transferts des travailleurs expatriés sont en hausse de 9% à 27,8 Mds\$. En parallèle, les IDE sont enregistrés en baisse de 10% à 7,5 Mds\$ et le solde des investissements de portefeuille est ramené de +4,2 Mds\$ à -7,3 Mds\$ sur l'année écoulée.

- **Flux financiers** : Selon la Banque Centrale, les transferts d'épargne des travailleurs expatriés ont augmenté de près de 20% en glissement annuel au troisième trimestre 2020 (8 Mds\$ contre 6,7 Mds\$ en 2019). Calculé sur les neuf premiers mois de l'année, le montant de ces transferts passe de 19,8 Mds\$ en 2019 à 22,1 Mds\$ en 2020 (+12% en g.a.).
- **Finances publiques : Le déficit budgétaire de l'Etat** est ramené de 2,3% du PIB au terme du premier trimestre de l'exercice 2019/2020 à **2,1% du PIB au terme du premier trimestre 2020/2021** (à 135 Mds LE). Les recettes budgétaires ont augmenté de 18,4% en g.a. à 205 Mds LE tandis que les dépenses ont augmenté de 14,1% en g.a. à 337 Mds LE. Selon les dernières estimations du FMI, le déficit budgétaire pourrait passer de 8% du PIB au terme de l'année 2019/2020 à 8,4% du PIB au terme de l'exercice actuel.
- **Finances publiques** : D'après le rapport du Ministère des Finances sur **l'exécution du budget de l'Etat pour 2019/2020**, le déficit budgétaire s'élève au terme de l'exercice fiscal à 462 Mds d'EGP, soit 7,9% du PIB (contre 8,2% en 2018/2019). Le solde primaire enregistre un excédent de 106 Mds LE, soit 1,8% du PIB (contre 2%). Les dépenses augmentent de 4,7% à 1434 Mds LE et les revenus de 3,6% à 975 Mds LE (+0,5% pour les recettes fiscales). A noter : soulagées par la chute des tarifs pétroliers, les dépenses de subventions énergétiques diminuent cette année de 71,5% (à 17,7 Mds LE), tout comme les subventions alimentaires (-8% à 71 Mds LE) : en conséquence, es dépenses de subventions et de transferts sociaux ne sont désormais plus que le 3e poste de dépenses de l'Etat (-20% à 230 Mds LE), derrière le service des intérêts de la dette publique (+6,6% à 568 Mds LE) et le paiement des salaires et indemnités de la fonction publique (+8,5% à 289 Mds LE).
- **Accès aux marchés financiers** : Au cours d'une interview à l'agence Bloomberg, le ministre des Finances a indiqué que le gouvernement s'apprêtait à réaliser sa première **émission souveraine d'obligations islamiques (sukuk)** et envisageait par ailleurs le recours à un instrument d'émission obligataire à **taux variable** au cours de l'année 2021, en plus d'une émission traditionnelle d'**Eurobonds** au cours du premier semestre 2021. Le ministre a également indiqué qu'il prévoyait l'introduction des titres de dette publique libellés en livre égyptienne sur la plateforme **Euroclear** entre septembre et novembre 2021.
- **Réserves de change** : Le **montant net des avoirs extérieurs détenus par la Banque Centrale** a été ramené de 45,35 Mds\$ (soit 7,7 mois d'importations de biens et services) fin novembre 2019 à **39,22 Mds\$** (soit 6,8 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois de **novembre 2020**. Il avait diminué de 9,5 Mds\$ entre février (45,5 Mds\$) et mai (36 Mds\$).
- **Politique monétaire** : A l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 24 décembre dernier, **la Banque Centrale a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés** pour la première fois depuis le 13 août dernier. Le taux de rémunération des dépôts et le taux de refinancement restent à 8,25% et 9,25% respectivement, et le taux marginal à 8,75%.
- **Politique monétaire** : la Banque Centrale a ramené sa **cible d'inflation** de 9% (+/-3%) à **7% (+/-2%)** d'ici au quatrième trimestre 2022. Sur les onze premiers mois de l'année 2020, l'inflation s'est établie en moyenne à 5%.
- **Secteur bancaire** : Le Financial Times a souligné les **bonnes performances du secteur bancaire égyptien face à la pandémie de Covid-19** : malgré une diminution des bénéfices nets enregistrée sur la première partie de l'année 2020 (-20% au terme du premier semestre), et la baisse de 300 pb des taux directeurs au mois de mars, la profitabilité du secteur reste assurée par l'importance de l'activité de crédit au gouvernement, qui représentait en juin 2020 plus de 30% de l'encours des prêts. Le journal rappelle également l'importante liquidité du secteur (ratio prêts/dépôts de 47% en juin 2020), et la solidité de son bilan (3,9% de prêts « toxiques », provisionnés à plus de 97% à cette date). Il signale tout de même qu'en raison de la grâce de six mois accordée à l'ensemble des emprunts, il faudra attendre la mi-2021 pour évaluer l'ampleur des défauts de paiements.
- **Supervision bancaire** : D'après la Banque Centrale, le **ratio de solvabilité des banques commerciales** est passé de 18,1% en septembre 2019 à **19,8% en septembre 2020** tandis que le taux des créances douteuses a été ramené de 4,5% des prêts bruts (provisionnées à 97,4%) à 3,4% des prêts bruts

(provisionnées à 96,4%). Quant à la rentabilité, celle des actifs est passée de 1,4% à 1,8% et celles des fonds propres de 19,2% à 23,4% dans le même temps.

- **Secteur bancaire :** le bénéfice net dégagé par **Commercial International Bank** (qui est la 1ère banque commerciale privée du pays) a été ramené de 8,54 mds EGP au cours des neuf premiers mois de l'année 2019 à 7,34 mds EGP au cours des neuf premiers mois de l'année 2020, soit une diminution de 14%. La rentabilité moyenne des actifs a été ramenée de 3,2% à 2,4% et celle des fonds propres de 27,8% à 18,5%. Le ratio moyen de solvabilité est passé de 27,2% à 31%.
- **Soutien Covid-19 :** La Banque Centrale a annoncé prolonger jusqu'à la fin de l'année 2021 les **facilités de crédit accordées dans le contexte de la crise sanitaire aux travailleurs et établissements du secteur touristique** (gèle des remboursements d'emprunts jusqu'à trois ans avec six mois de période de grâce et relèvement des plafonds garantis par l'Etat jusqu'à 25 000 LE par mois).
- **Tourisme :** D'après l'enquête conduite par Ernst & Young, le **coefficient d'occupation des hôtels** (4 et 5 « étoiles ») au Caire a été ramené de 74% au cours des neuf premiers mois de l'année 2019 à 30% au cours des neuf premiers mois de l'année 2020. Le tarif moyen de chambre ainsi que le rendement par chambre ont été ramenés respectivement de 118\$ à 97\$ et de 88\$ à 29\$ dans le même temps.

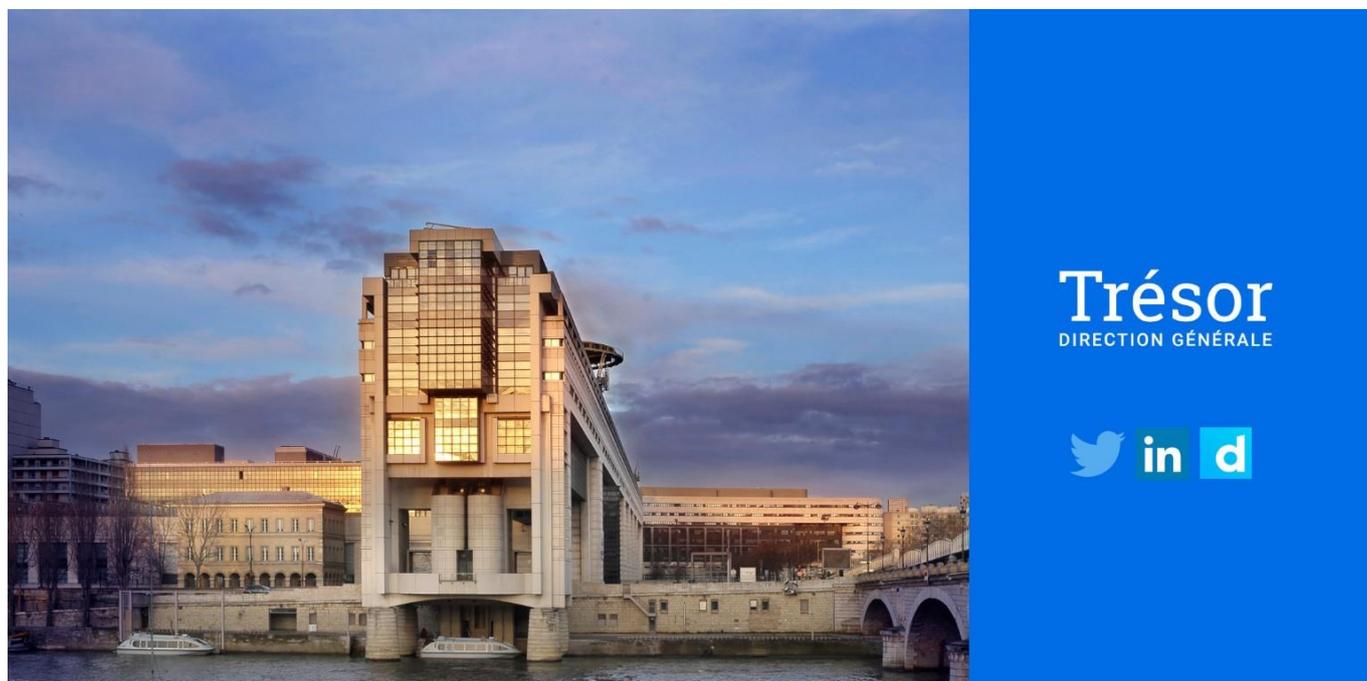
Fonds souverain : D'après le PDG du **Fonds souverain égyptien**, le montant des actifs sous sa gestion atteindrait approximativement 26 mds EGP (soit 1,4 md EUR) tandis que le montant des actifs détenus par le Fonds s'élèverait à 13 mds EGP (soit 678 M EUR).

- **Télécommunications :** D'après les données publiées par le Ministère des Communications et des Technologies de l'Information, le **nombre d'abonnés à la téléphonie mobile** serait passé de 94 millions à la fin du mois de juin 2019 (soit un taux de pénétration du mobile à 95% de la population) à 97 millions à la fin du mois de juin 2020 (soit un taux de pénétration du mobile à 96% de la population), soit une augmentation de 3%. 43% d'entre eux (soit 42 millions de personnes) utilisaient internet à partir de leur mobile à la fin du mois de juin 2020 contre 39% (soit 36 millions de personnes) à la fin du mois de juin 2019. Le nombre des lignes de téléphonie fixe est passé de 8,21 millions à 9,89 millions (moins de 8% de la population dans les deux cas), soit une augmentation de 20%, et celui des abonnés à l'ADSL de 6,88 millions à 7,99 millions, soit une augmentation de 16%.
- **Télécommunications :** La **société Vodafone Group a annoncé la fin des discussions entamées en janvier 2020 avec la Saudi Telecom Company concernant le rachat de 55% des parts de Vodafone Egypt** pour 2,4 Mds USD. Aucun motif n'a été donné à ce stade. Pour rappel, la filiale égyptienne de Vodafone est possédée à près de 45% par la compagnie publique Telecom Egypt, également propriétaire de We, le quatrième opérateur national.

Indicateurs

Indicateurs trimestriels		Avril-Juin 2019	Juil.-Sept. 2019	Oct.-Déc. 2019	Jan.-Mars 2020	Avril-Juin 2020
Taux de croissance réel du PIB (y/y) aux prix du marché		5,7	5,6	5,6	5	-1,7
Comptes externes en Mds USD	Solde commercial	-8,3	-8,8	-9,9	-9,4	-8,4
	<i>dont hydrocarbures</i>	0,3	-0,6	-0,1	0	0,4
	Balance des services	3,3	4	2,2	2,1	0,6
	<i>Revenus du tourisme</i>	3,2	4,2	3,1	2,3	0,3
	<i>Revenus du canal de Suez</i>	1,5	1,5	1,5	1,4	1,3
	Transferts privés (nets)	6,9	6,6	6,9	7,8	6,2
	Compte courant	-1,1	-1,4	-3,2	-2,8	-3,8
	Compte de capital et financier	1,2	0,7	4,6	-1,1	1,3
	<i>dont flux nets d'IDE</i>	1,7	2,4	2,6	1	1,5
	<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	3,2	-2	2,3	-8,2	0,6
Balance des paiements	0,2	0,2	0,2	-5,5	-3,5	
Indicateurs mensuels 2020		Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.
Inflation (y/y) en %	IPC urbain	4,2	3,4	3,7	4,5	5,7
	Inflation sous-jacente	0,7	0,8	3,3	3,9	4
Taux d'intérêts (corridor BCE) en %	Taux de rémunération des dépôts	9,25	9,25	8,75	8,75	8,25
	Taux de refinancement	10,25	10,25	9,75	9,75	9,25
Taux de change <i>moyenne mensuelle, cours médian</i>	LE pour 1EUR	18,26	18,84	18,58	18,51	18,54
	LE pour 1USD	15,99	15,93	15,77	15,71	15,65
Réserves officielles (en Mds USD) à la fin du mois		38,3	38,4	38,4	39,2	39,2

Notation de la dette souveraine <i>Note, perspective et date</i>	Standard & Poor's	B	stable	07/11/2020
	Fitch	B+	stable	27/07/2020
	Moody's	B2	stable	14/04/2020



Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Auteur : Service Économique du Caire

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique du Caire (adresser les demandes à isabelle.rose@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : louis.sellier@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.